LA BOURSE OU LA VIE.

PLACET

AUX CHAMBRES.



LA BOURSE OU LA VIE

PAR

FRANCOIS BONAMI.

Pas de milieu : accepter
le livre, ou se noyer.
(L'abbé Martinet.)

QUÉBEC
PUBLIÉ PAR L. H. HUOT,
Editeur-Propriétaire du "CANADIEN."

1873.

Le propriétaire-rédacteur du CANADIEN publie la présente brochure sans rénumération aucune.

Il en fait l'hommage aux habitants du Saguenay.

C'est aussi un cadeau qu'il présente bien humblement aux députés de notre Législature Provinciale, ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent au développement des ressources de la riche et fertile vallée du Lac St. Jean.

Aux Lecteurs.

S'il m'était permis de pénétrer quelque soir dans l'enceinte législative, dans cette chambre illustrée par des orateurs et des hommes d'état dont la postérite gardera le souvenir, savez-vous, lecteurs, ce que je ferais ?

Je ne suis pas député, et conséquemment je n'aurais pas l'embarras de choisir mon siége à la droite ou à la gauche, au centre gauche ou au centre droit, près des ministres ou près des fenêtres.

Je ne suis pas dans la politique, je n'y veux pas entrer, et je n'ai rien à déméler avec les partis.

Je n'attends de personne la position ni la fortune, et je n'aurais à courber l'échine ni devant le ministère ni devant l'opposition.

Je ne suis pas dans les affaires, ni dans les professions, ni dans l'industrie, ni dans le commerce,

les questions de tarif n'auraient pour moi aucun intérêt personnel.

Je ne suis plus célibataire et ni la galerie de l'Orateur ni celle des Dames n'attireraient mon attention.

Je n'ai pas de filles à marier ni de garçons à établir, et je n'aurais à courtiser ni les hauts fonctionnaires de l'Etat, ni les pères de familles......

Mais je vous entends m'interrompre : " Assez, assez, nous savons ce que vous ne feriez pas ; dites nous maintenant ce que vous feriez."

Eh bien, je me faufilerais à travers les députés, sans les voir et sans être vû, et j'irais me blottir derrière le fauteuil de l'Orateur. Là, j'attendrais et... j'entendrais avec la bonté d'un père, et la patience d'un notaire. Puis, au moment que l'Orateur laisserait le fauteuil, je me leverais, et prenant la pose de Mirabeau quand il montrait du doigt la hideuse banqueroute aux portes de l'Assemblée Constituante, je prononcerais ce

SIMPLE DISCOURS.

MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

Arrêtez ! Vos délibérations ne sont pas finies. Vous avez légiféré sur plusieures questions bien importantes, et je vous en félicite. Mais au-dessus de toutes ces questions, il y en a une que je vous prie de considérer, et sur laquelle je demande l'urgence. Le véritable ordre du jour, je viens le soumettre à vos délibérations.

Vous êtes tous de bons patriotes, n'est-ce pas ? Cette Province de Québec que vous habitez et qui vous a vus naître, vous voulez la voir prospérer et grandir ? Eh bien, Messieurs de la Droite, Messieurs de la Gauche, Messieurs du Centre, le moment est venu de faire un grand effort pour l'accroissement de la commune patrie.

Le peuple américain, sur lequel nous avons tant de fois jeté des regards d'admiration et d'envie, et dont l'agrandissement merveilleux, agissant sur notre population comme l'aimant sur le fer, a dépeuplé notre pays dans des proportions si alarmantes, le peuple américain traverse en ce moment

une crise financière et industrielle qui sera désastreuse pour nos compatriotes émigrés.

Ses plus riches institutions financières chancellent, son commerce languit, ses grandes manufactures suspendent leurs opérations. Dans presque toutes les villes manufacturières des Etats-Unis, les ateliers se vident en grand nombre, et nos malheureux compatriotes nous reviennent par milliers.

Il y a longtemps que vous cherchez en vain des moyens de les rapatrier, ces frères malheureux ! Il y a longtemps que vous faites de vains essais pour arrêter ce torrent de l'émigration qui nous épuisait ! Enfin ! Voilà la Providence qui vous vient en aide en faisant évanouir ce brillant mirage qui séduisait tant de familles. Le cours des flots est changé, et le torrent revient vers sa source.

Un mal salutaire ramène au pays vos enfants et vos frères. A vous, maintenant, de faire en sorte qu'ils ne l'abandonnent plus jamais. Ces milliers de bras qui avaient porté chez un peuple étranger le fruit de leur travail, et qui viennent maintenant s'offrir à vous, c'est une richesse qu'il faut accaparer. Or ils vous resteront s'ils trouvent chez vous du travail et du pain.

Du travail et du pain.

Voilà ce qu'ils vous demandent, et ce qu'il faut absolument leur donner.

Nos manufactures ne pourront en recevoir qu'un petit nombre. Il faut encourager, favoriser par tous les moyens l'établissement de nouvelles industries afin qu'un plus grand nombre de bras y trouvent de l'emploi. Mais quelque soit le progrès que vous réalisiez sous ce rapport, il ne faut pas que l'industrie accapare la majorité des travailleurs.

C'est donc vers l'agriculture que vous devrez diriger ce courant d'immigration canadienne, et pour atteindre cette fin, il faudra multiplier les facilités et les avantages à l'entrée de cette carrière.

Nous avons des terres en abondance. Ne les vendez pas, mais donnez-les aux immigrants à certaines conditions qui les empêcheront de les ruiner et de les abandonner ensuite.

Si cet encouragement ne suffit pas, allez plus loin, et payez une prime au colon pour chaque arpent de terre inculte qu'il mettra en état de culture, et pour la maison ou la grange qu'il bâtira sur son lot.

Car, ne l'oubliez pas, messieurs, l'agriculture est la grande nourrice des nations, et c'est elle qu'il faut protéger avant tout. On exalte l'industrie, et c'est

avec raison par ce qu'elle est pour les peuples une grande source de richesse et de bien être. Mais il y a dans la protection de l'industrie une certaine mesure qu'il ne faut pas dépasser; sinon l'équilibre est rompu, et l'agriculture est ruinée par l'industrie.

Voyez ce qui arrive en ce moment aux Etats-Unis : cet équilibre a été rompu dans les États de l'Est, et l'industrie y a pris aux dépens de l'agriculture une extension exagérée. Or la prospérité agricole est seule solide, à l'abri des crises financières. Aussi, regardez aux conséquences : la crise actuelle ne se fait pas sentir dans l'Ouest où l'Agriculture est la source principale de prospérité ; elle se borne aux Etats de l'Est où l'industrie a pris le premier rang. Il faut éviter cette faute que nos voisins ont commise, et maintenir l'équilibre rationel entre ces deux grandes sources de la richesse générale.

Donc il faut faire des agriculteurs du plus grand nombre de nos nouveaux immigrés, et si vous me le permettez, je vous indiquerai vers quel point de notre pays nous devons diriger cet accroissement de population.

Ici, messieurs, se rattache à la question du rapatriement une autre question de la plus grande importance et dont je veux particulièrement vous entretenir, c'est celle de la construction d'un chemin de fer,

De Québec au Lac St. Jean.

C'est là, messieurs, une question de vie ou de mort pour la belle et patriotique colonie du Saguenay. Je suis même tenté de dire que c'est une question vitale pour toute la Province et surtout pour la cité de Québec, tant me paraissent désirables les résultats anticipés de cette grande entreprise.

Il est généralement admis que les deux grandes causes de la prospérité si rapide de nos voisins ont été l'agrandissement continuel du territoire, et la construction des chemins de fer.

Eh bien, messieurs les ministres, messieurs les députés, adoptons cette politique, et marchons en avant.

On veut construire un chemin de fer sur la rive Nord du fleuve St. Laurent, c'est bien.

On veut un chemin de fer de colonisation sur la rive Nord de l'Outaouais, c'est bien.

On poursuit activement la construction d'une voie ferrée de Lévis à Kennebec, c'est bien.

On achève le chemin de fer Intercolonial, c'est bien.

On se propose de construire le Pacifique, c'est encore bien.

Mais il reste une autre voie ferrée à établir, et qui est absolument nécessaire, c'est celle de Québec au Lac St. Jean.

On a agrandi le territoire Canadien du côté de l'Ouest en annexant Manitoba et la Colombie, c'est bien !

On vient de l'agrandir du côté de l'Est par l'entrée de l'Isle du Prince Edouard dans la Confédération, c'est encore bien.

Mais il faut maintenant nous agrandir du coté du Nord.

Jetons un regard sur la carte de notre pays.

Audelà des Laurentides, entre les sources de deux grandes rivières, le Saguenay et le St. Maurice, s'étend un immense territoire, dont le sol est des plus fertiles, et qui est arrosé par des rivières et des lacs superbes. Il y a là des milliers et des milliers d'âcres de terre très propres à la culture, et qui n'attendent que la main du défricheur pour produire les plus richesmoissons.

C'est l'une des plus belles parties de notre pays, et malheureusement l'une des plus ignorées, à cause de son isolement. Plusieurs d'entre vous, Messieurs, ont dû visiter ce coin de terre, et sans doute ils n'ont pu retenir un cri d'admiration lorsqu'après une longue marche, au milieu des forêts, ils ont aperçu se déroulant à perte de vue sur son beau lit

de sable, cette véritable mer intérieure qu'on appelle le Lac St. Jean.

Or cette immense vallée du Lac St. Jean qui pourrait recevoir des centaines de mille colons et alimenter des villes, ne compte encore qu'une vingtaine de mille âmes, et finira peut-être par se dépeupler si l'on ne se hâte de lui ouvrir de grandes voies de communication pour écouler ses produits.

Il est temps d'y songer, Messieurs : ce vaste et beau territoire, très favorisé par la nature, n'a besoin que d'être favorisé par vous pour devenir le grenier de notre Province. Jetez sur cette chaine de montagnes qui nous en sépare deux lisses de fer de cinquante lieues de longueur, et vous aurez créé non seulement un grenier capable d'alimenter votre pays, mais en même temps un refuge, un lieu d'asile pour les malheureux expatriés que la misère ou l'amour de la patrie ramèneront au milieu de nous.

Hola ! messieurs, prêtez l'oreille !

Deux classes d'exilés

Sont aux portes de cette chambre et sollicitent votre assistance. Les uns ne trouvent plus sur la terre étrangère cette richesse fallacieuse qui les avait séduits. Au fond de leurs cœurs l'amour de la patrie s'est réveillé, et vous les rendrez heureux en les conviant de nouveau au banquet de la nation.

Les autres sont plus dignes encore de vos secours.

Ils n'ont pas voulu abandonner leur pays, et pour lui rester fidèles, ils se sont enfoncés dans la forêt. Au prix des plus grands sacrifices et d'incroyables privations, ils ont défriché, colonisé, enrichi un coin ignoré de leur patrie.

Mais pendant huit mois ils ne peuvent avoir aucune communication avec les villes, et pendant le reste de l'année les communications sont excessivement dispendieuses et difficiles, pour ne pas dire impossibles. Eux aussi sont donc de véritables exilés sur les confins de leur patrie, loin de leurs amis et de leurs parents, loin du comfort et des jouissances, loin de la richesse et de l'avenir !

Pardessus les montagnes ils vons tendent les bras, et ce qu'ils vous demandent ne sera pas pour eux seuls une source de prospérité. Ce sera pour les autres exilés une retraite heureuse et paisible, et

pour vous-même un grenier d'abondance. Ce que vous leur donnerez aujourd'hui ils vous le rendront demain, et si ce n'est pas à vous ce sera à vos enfants qu'ils paieront leur dette.

Donnez-leur un chemin de fer et ils vous donneront immédiatement à bon marché des bois de chauffage et de construction, des viandes, du poisson et du blé en abondance. Sur les bords de leurs rivières et de leur grand Lac St. Jean, vos fils et vos frères iront s'assurer une existence honnête et un avenir prospère. Les ennuis de l'absence ne les effraieront plus ; car grâce au chemin de fer ils seront toujours à la porte du toit natal, et c'est en quelques heures qu'ils pourront venir vous serrer la main et vous remercier de votre bienfait.

Messieurs les députés, il y a des œuvres qui peuvent être différées sans un préjudice grave ; mais il y en a d'autres qui s'imposent à l'action immédiate des législateurs, et parmi celles-ci se range en première ligne la construction d'un chemin de fer de Québec au Lac St. Jean.

Il faut que cela se fasse, il le faut de toute nécessité.

Il le faut pour ces pauvres malheureux dont le travail et les sueurs n'acquerront de prix que lorsque vous aurez donné un écoulement à leurs produits. Il le faut pour ces pauvres émigrés qui nous arrivent et auxquels vous devez préparer un établis-

sement. Il le faut pour vous-mêmes, et surtout pour la ville de Québec qui n'a pas autour de ses murs un territoire assez riche et assez étendu pour assurer son accroissement futur. Le train de chemin de fer qui vous apportera les produits du Lac St. Jean, s'en retournera chargé de vos marchandises, et de cet échange de richesses résultera la prospérité générale.

que vous allez me faire, je les connais.

Vous allez me dire d'abord que ce chemin de fer est impossible, et que la chaîne des Laurentides est un obstacle infranchissable. Mais cette question n'en est plus une, avec les progrès de la science moderne. La mécanique a pris aujourd'hui un tel développement qu'elle peut triompher de presque toutes les difficultés.

Quand on a pu traverser les Montagnes Rocheuses, on peut certainement traverser les Laurentides.

Quand on se rappelle que le Pacifique américain avait à franchir quatre passes de montagnes d'une hauteur variant entre 6,000 et 8,000 pieds, peut-on mettre en doute la possibilité de gravir en chemin de fer les flancs des Laurentides ?

Il y a là, comme ailleurs, des cours d'eau et des ravins, des lacs et des vallées ; or tout le secret pour escalader les montagnes en chemin de fer consiste à suivre ces cours d'eau, ces ravins et ces vallées.

D'ailleurs, messieurs, plusieures explorations ont déjà été faites par des arpenteurs expérimentés, et tous affirment la praticabilité du chemin projeté.

Le rapport de M. Sullivan, entre autres, constate que les plus fortes inclinaisons seront moindres que dans plusieurs chemins de fer déjà existants et en opération.

Mais ce chemin de fer ne paiera jamais, m'objecterez-vous encore.

Qu'en savez-vous ? Quelles sont vos raisons d'affirmer que ce chemin ne rapportera aucuns profits ?

Du moment que vous aurez décidé de construire cette voie ferrée, il n'y a aucun doute que les colons se dirigeront en grand nombre de ce côté. Les terres y sont excellentes, le climat salubre et beau plus doux que dans les paroisses le long du fleuve St. Laurent, et la vie est à bon marché. La seule, raison qui a empêché jusqu'à présent nos compatriotes de s'y établir, c'est l'éloignement des grands centres. Cette raison disparaissant, il est évident que la vallée du Lac St. Jean deviendrait la plus avantageuse des colonies.

En peu d'années, la population y serait doublée, et le chemin de fer pourrait compter sur un trafic qui s'accroîtrait dans la même proportion. En peu d'années, il se ferait du Lac St. Jean à Québec un transport considérable de bois de chauffage et de construction, de grains et de bestiaux. Le commerce local grandissant, augmenterait aussi le transport des marchandises, et enfin je ne vois pas pourquoi les touristes qui fréquentent en si grand

nombre les places d'eau du bas du fleuve, ne prendraient pas bientôt la direction du Lac St. Jean. Ils trouveraient sur ses bords les sites les plus agréables et les plus pittoresques, les amusements d'une navigation facile que le flux et le reflux ne gênent pas, et tous les agréments d'une pêche et d'une chasse abondantes.

Mais supposons, messieurs, que les profits immédiats de ce chemin de fer ne puissent pas vous rembourser des frais de sa construction, qu'importe en réalité, pourvu que vous dotiez votre pays d'une grande source de richesse et de prospérité pour les générations futures ? Les gouvernements ne construisent pas pour spéculer mais pour l'utilité générale, et leurs travaux ne doivent pas avoir en vue seulement le présent, mais encore et surtout l'avenir.

L'accomplissement des grandes améliorations publiques exige toujours des sacrifices plus ou moins considérables, qui, pour un temps, semblent des pertes mais qui deviennent bientôt des gains réels. La construction du chemin de fer de Québec au Lac St. Jean appartient à cette classe d'entreprises dans laquelle les capitaux ne sauraient être perdus.

Mais je me hâte d'arriver à votre troisième objection qui est sans contredit la plus grave : ce chemin coûtera beaucoup d'argent, et nous n'en avons pas.

Messieurs, cette double proposition contient une

Double erreur

Premièrement.—Pour construire un chemin de fer de Québec au Lac St. Jean il ne faut pas tant d'argent qu'on le pense généralement.

Secondement.—Nous ne sommes pas aussi pauvres qu'on se plaît à le dire, et nous avons les moyens de construire ce chemin de fer.

Chateaubriand disait qu'il ne faut pas prendre un levier pour soulever une paille. Il se moquait ainsi des faiseurs d'embarras qui voient toujours des obstacles insurmontables à l'accomplissement des œuvres patriotiques les plus aisées.

Messieurs, je ne prétends pas que la construction du chemin de fer en question soit une paille à soulever. Non certes, c'est plutôt un lingot d'or, et j'admets que pour le soulever il faut avoir un levier d'argent.

Mais je soutiens que ce précieux levier n'est pas introuvable, et que l'entreprise proposée est bien loin d'être une impossibilité.

Quel sera le coût probable de l'entreprise ? Telle est la première question à résoudre. Or la réponse à cette question est toute faite dans un excellent travail que vous avez dû lire, et qui est dû à la plume de M. J. C. Langelier, l'un des rédacteurs du *Canadien.* Si vous ne l'avez pas lu, lisez-le, je

vous en prie, et vous serez très-bien renseigné sur la question qui nous occupe.

Il y a deux espèces de voies ferrées, la voie large et la voie étroite. L'écrit de M. Langelier vous convaincra qu'il n'y a pas à hésiter entre les deux pour l'objet en contemplation, et que la voie étroite doit être adoptée, 1o. parce qu'elle est plus propre aux pays montagneux, 2o. parce qu'elle coûte près de moitié moins que l'autre.

Remarquez bien, messieurs, que l'expérience de la voie étroite n'est pas à faire : elle est toute faite et depuis longtemps. On l'a faite en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et ailleurs, et partout les résultats ont été plus que satisfaisants.

Or, d'après les calculs de M. Langelier, qui sont basés sur les rapports authentiques de ce qui a été fait ailleurs, et dont vous pouvez facilement vérifier l'exactitude, le chemin de fer de Québec au Lac St. Jean bien établi et mis en opération avec tout le matériel roulant nécessaire, ne coûterait qu'*un million huit cent sept mille cent trente-cinq piastres.*

Encore une fois, messieurs, ce chiffre est basé sur des calculs sûrs et doit être exact. Mais arrondissons la somme si vous le voulez ; élevons-la jusqu'à deux millions ; une augmentation de près de deux cent mille piastres doit suffire pour toutes les dépenses imprévues.

Deux millions ?

Voila donc la somme qu'il nous faut trouver. Est-ce un si grand sacrifice que la Province de Québec ne puisse pas le faire ? Allons, pour assurer l'avenir de la nationalité canadienne-française, et pour l'empêcher d'aller mettre sa belle intelligence au service d'un peuple rival, est-ce qu'il n'y aura pas chez nous assez de patriotisme et de dévouement pour sacrifier deux millions ?

Si les capitalistes reculent devant ce sacrifice temporaire, vous, ministres et députés, au nom de la nation, faites-le.

S'il vous faut emprunter, empruntez. S'il vous faut augmenter les revenus actuels de la Province, augmentez-les. S'il faut une taxe additionnelle, imposez-la.

Voulez-vous connaître mon idée toute entière et ce que je ferais à votre place ? Ecoutez :

Il y a dans le monde, et particulièrement en Europe, des milliers d'associations qui emploient chaque année des sommes énormes à des œuvres de charité et de philantropie ; une souscription relativement très modique des assoeiés suffit à réaliser ces capitaux.

Il y a dans le monde un grand roi qui n'a ni

territoire, ni revenus, et qui cependant réuss i à faire face à des dépenses considérables au moyen d'un tribut volontaire et presque insignifiant qu'on appelle *le denier de Saint Pierre.* Tout le secret de ces admirables résultats est dans la puissance de l'association. On l'a dit des millions de fois : l'union fait la force, et l'association fait la richesse.

Eh bien ! messieurs, associez à l'œuvre du rapatriement, du chemin de fer au Lac St. Jean et de la colonisation en général, toute la population de notre Province. Imposez une taxe spéciale et *directe* que vous appellerez *le denier de St. Jean Baptiste* ou le *denier de la patrie.* Statuez que cet argent ne sera pas employé à d'autres fins. Basez cette taxe sur les rôles d'évaluation des municipalités, et faites-la collecter par vos percepteurs du revenu.

Le peuple pourrait-il se plaindre d'un impôt dont l'objet serait précisement de lui venir en aide ? Ne le paierait-il pas au contraire avec satisfaction quand il songerait que cet argent est destiné à faire revenir ses filles des manufactures étrangères, et à procurer à ses fils des établissements sur le sol de la patrie ?

Au reste, cette taxe ne serait pas onéreuse. Nous comptons plus de deux cent mille familles dans la Province de Québec. Un seul dollar par famille formerait un revenu annuel de plus de deux cent mille piastres, et dans moins de cinq ans vous auriez réa-

lisé un million, auquel il suffirait de joindre un octroi de terres d'égale valeur, pour payer la construction du chemin de fer de Québec au Lac St Jean.

Mais supposé qu'une semblable taxe fût jugée onéreuse pour les contribuables ; où serait le mal si cette imposition les forçait à diminuer un peu leurs dépenses ? Où serait le mal si les hommes devenaient plus sobres et les femmes plus modestes ? Où serait le mal, si cet impôt devenait un frein au luxe qui nous envahit et nous ruine ?

Messieurs, vous avez des femmes et vous avez des filles.—Ici, je m'adresse à tous les habitants de la Province de Québec.—Calculez ce qu'elles vous coûtent par an en superfluités de tout genre, et vous verrez que le pire des despotes, celui qui impose à ses sujets les taxes les plus onéreuses, c'est la Mode !

Eh bien ! messieurs, proposez à ces Dames de secouer le joug de ce tyran une fois seulement tous les cinq ans, et de donner l'impôt qu'elles lui paient trop fidèlement, à l'œuvre de la colonisation. Elles ont de la vertu, du patriotisme, du dévouement—c'est le propre des femmes d'être dévouées—elles accueilleront votre proposition avec faveur.

Faire de la résistance.... je ne dirai pas à leurs maris, mais à quelqu'un ou à quelque chose, leur plaît toujours, surtout à celles qui ont lu des ro-

mans : eh bien ! elles feront de la résistance au tarif despotique de la Mode.

Jamais sujets rebelles n'auront été plus acclamés et plus soutenus. Toutes les puissances domestiques leur reconnaîtront le droit de *belligérants*, et s'il leur plaisait de rompre à jamais leurs chaînes et de proclamer l'indépendance, qui de nous ne s'empresserait de les soutenir ? Quelle belle occasion pour nous de reconquérir la plénitude de la puissance maritale, et de faire cesser ce partage du pouvoir toujours si funeste à l'autorité !

Messieurs, la chose est entre vos mains. Les femmes sont si bonnes, que vous obtiendrez d'elles ....tout ce qu'elles voudront, diront les malins ; mais moi qni ne suis pas malin, je dis que vous obtiendrez d'elles tout ce que vous voudrez. Vos femmes et vos filles sacrifieront leurs *bossels*, leurs *grecian bends* et mille autres *artifices*, si vous le désirez. Avec ce seul sacrifice vous réaliserez un autre million en peu d'années. Remettez en leurs mains l'œuvre de la colonisation et du rapatriement, et vous verrez comme elle fleurira. Non-seulement nos descendants, mais nos contemporains en recueilleront les fruits.

Allons, messieurs, hésitez-vous encore ? Etes-vous encore tentés de trouver trop onéreux le sacrifice que je vous demande ? Alors, permettez-moi de vous raconter

Une aventure.

Un voyageur s'en allait par un chemin désert. Il faisait nuit, et la lune qui avait un instant montré sa corne au-dessus des grands arbres venait de se coucher sur un lit de nuages. Il faisait froid, et la neige criait sous les pieds du marcheur.

C'étaft un artisan qui avait travaillé toute la semaine à la ville, et qui s'en retournait à sa campagne pour passer avec sa famille le jour consacré au Seigneur. Il était alerte, et pressait le pas, tout joyeux d'emporter à sa femme et à ses enfants le salaire de la semaine.

Tout à coup, de la forêt qu'il traversait, s'élance une troupe de brigands, qui l'entourent, le saisissent et l'entrainent dans leur repaire. Le pauvre malheureux se crut perdu, et ne songea d'abord qu'à la mort qui l'attendait. Mais bientôt il reprit contenance et dit aux brigands : " que me voulez-vous? " " Ta bourse ou ta vie," répondit le chef. L'artisan tira sa bourse qui contenait dix piastres, la leur remit, et reprit en courant le chemin de sa maison. La joie de la famille fut grande, et quand il raconta son aventure, on jugea que le travail de la semaine n'avait pas été perdu puisqu'il avait payé la rançon du prisonnier et rendu un père à ses enfants.

Messieurs, vous comprenez sans doute le sens allégorique de cette histoire ?

Il y a dans la vie d'un peuple, comme dans la vie d'un homme, des circonstanees où il lui faut sacrifier sa bourse, s'il veut conserver sa vie. Or, nous traversons une de ces époques de sacrifice et de dévouement à l'avenir. Au nom des exilés qui gémissent sur la terre étrangère, au nom des malheureux colons qui souffrent dans l'isolement et la pauvreté, je vous déclare que nous devons faire un sacrifice généreux, si nous ne voulons pas périr.

Donnons-leur notre bourse, et nous leur donnerons la vie, qui conservera la nôtre.

Si vous me dites que tout ce que je propose est impraticable, je n'insiste pas, pourvu que vous trouviez autre chose. Je ne tiens qu'aux résultats, mais souvenez-vous que ces résultats sont *nécessaires*, et qu'il faut les produire par tous les moyens possibles.

Trouvez d'autres moyens, meilleurs que les miens, et je serai enchanté ; mais trouvez-les et n'oubliez pas que la maison brûle !

FRANCOIS BONAMI.

Saguenay, décembre 1873.

Messieurs, vous comprenez sans doute le sens allégorique de cette histoire ?

Il y a dans la vie d'un peuple, comme dans la vie d'un homme, des circonstances où il lui faut sacrifier sa bourse, s'il veut conserver sa vie. Or, nous traversons une de ces époques de sacrifice et de dévouement à l'avenir. Au nom des exilés qui gémissent sur la terre étrangère, au nom des malheureux colons qui souffrent dans l'isolement et la pauvreté, je vous déclare que nous devons faire un sacrifice généreux, si nous ne voulons pas périr.

Donnons-leur notre bourse, et nous leur donnerons la vie, qui conservera la nôtre.

Si vous me dites que tout ce que je propose est impraticable, je n'insiste pas, pourvu que vous trouviez autre chose. Je ne tiens qu'aux résultats, mais souvenez-vous que ces résultats sont nécessaires, et qu'il faut les produire par tous les moyens possibles.

Trouvez d'autres moyens meilleurs que les miens, et je serai enchanté ; mais trouvez-les et n'oubliez pas que la maison brûle !

François Bonami.

Saguenay, décembre 1873.

TABLE DES MATIERES.

—

PAGES.

Avis de l'Editeur.. 5

Aux lecteurs.. 7

—

Messieurs les deputés.. 9

Du travail et du pain.. 11

De Québec au Lac St. Jean. 13

Deux classes d'exilés.. 16

Les objections.. 19

Double erreur.. 22

Deux millions 24

Une aventure.. 28